

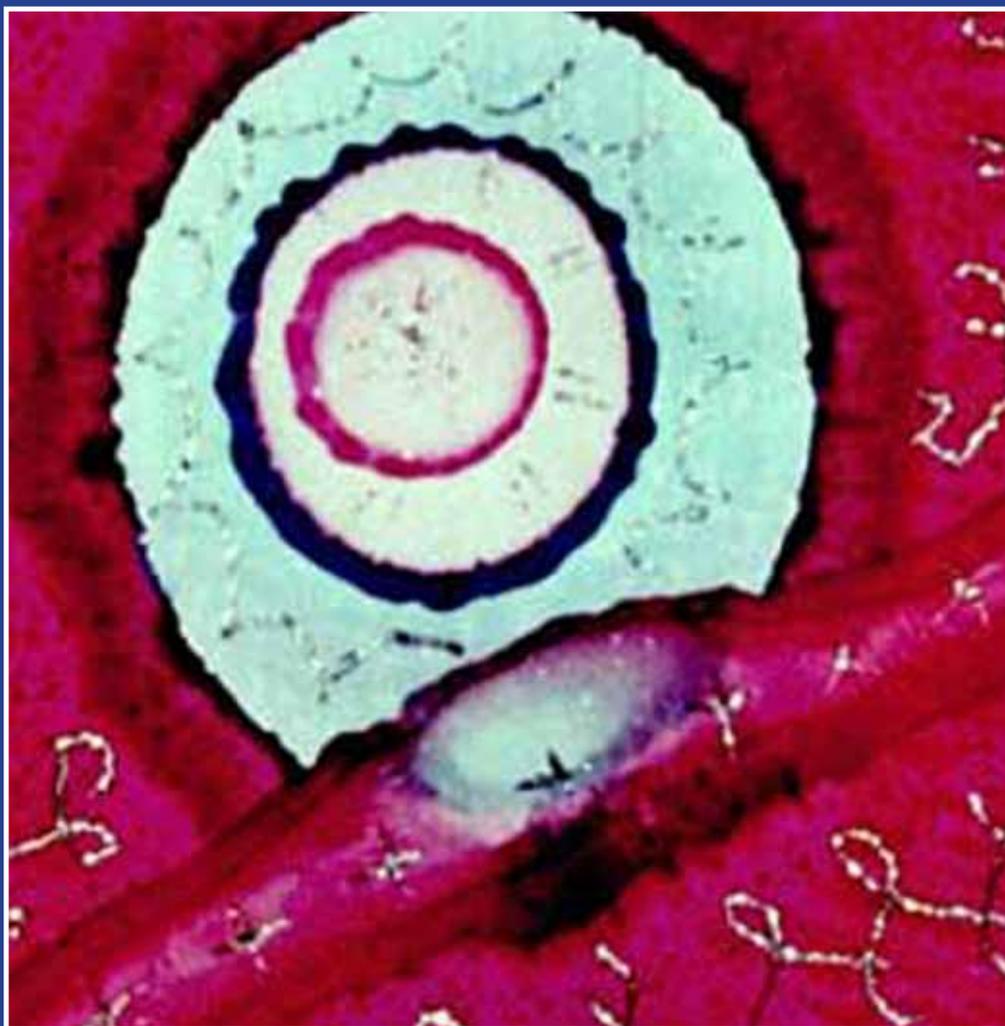


Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

Le **Courrier** de
l'UNESCO

2009 • numéro 9 • ISSN 1993-8616

MÉMOIRE ET HISTOIRE



MÉMOIRE ET HISTOIRE

Des dictatures féroces en Amérique latine et au Cambodge à l'extermination du royaume des Burgondes, en passant par « les Lumières » coréennes, les fastes et secrets de l'empire malgache, la saga du Kalahari ou l'échec constructif de la Société des Nations, la mémoire et l'histoire se fraient un chemin à travers les articles de ce numéro pour dévoiler l'extraordinaire richesse du patrimoine documentaire de l'humanité.

**DOSSIER RÉALISÉ EN COLLABORATION
AVEC LE PROGRAMME MÉMOIRE DU MONDE DE L'UNESCO.**

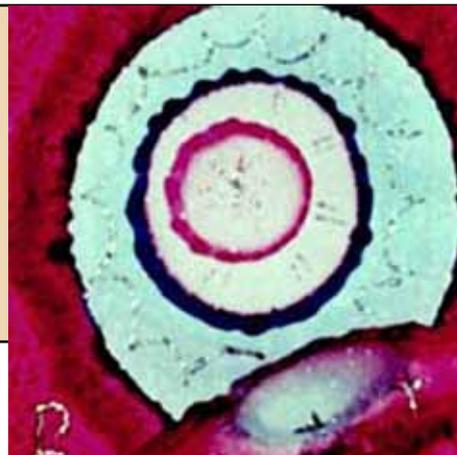


Photo de l'animation « Caprice en couleurs » de Norman McLaren (Canada) dont le film « Voisins » a été inscrit cette année au Registre de la Mémoire du monde de l'UNESCO.

© 1949 Office national du film du Canada, DR



L'HOMME QUI A DÉCOUVERT LES ARCHIVES DE LA TERREUR

Le 22 décembre 1992, le Paraguayen Martin Almada découvre trois tonnes de documents dans un commissariat de police. Il s'agit des archives de l'Opération Condor qui vont confirmer les crimes perpétrés dans les années 1970 et 1980 par les six dictatures du Cône Sud. Notre ancien collègue de l'UNESCO témoigne. **3**



LA MÉMOIRE RETROUVÉE DES DOMINICAINS

Deux dictatures successives ont marqué l'histoire de la République dominicaine au siècle dernier, faisant près de 60 000 victimes. Un silence de plomb a pesé sur ce passé jusqu'à récemment. Aujourd'hui, les archives témoignant de cette période tragique sont inscrites au Registre de la Mémoire du monde. **6**



UNE VISION GLOBALE DE L'HISTOIRE

Pour saisir la complexité de l'histoire, il faut confronter toutes sortes de documents, allant des archives personnelles aux collections internationales. L'inscription sur le Registre de la Mémoire du monde des archives de la Société des Nations (1919-1946) ouvre de nouvelles perspectives à la recherche historiographique. **8**



POUR EN FINIR AVEC LES PRÉJUGÉS SUR LA CHANSON DES NIBELUNGEN

Chantée depuis le 5^e siècle et rédigée 700 ans plus tard, l'épopée allemande « Chanson des Nibelungen » a connu un parcours accidenté. Elle a inspiré Wagner, Fritz Lang et sans doute Tolkien, mais elle a aussi été instrumentalisée par Hitler. L'heure de sa réhabilitation a sonné. **10**



ÉCLAIRAGE

Un mur s'écroule, un monde naît

Andreï Kourkov, écrivain ukrainien de langue russe réputé pour son regard lucide sur la société post-soviétique commente les événements de la fin des années 1980 et la révolution orange, mais aussi l'actualité. **21**



PERSPECTIVES

La Terre vue de près

En 2000, l'UNESCO a parrainé le projet de Yann Arthus-Bertrand « La Terre vue du ciel », qui passe en revue les plus beaux paysages du monde. **23**



POUR L'AMOUR DES BOCHIMANS : UN CINÉASTE AU KALAHARI

Lorsqu'en 1950, John Marshall, encore adolescent, accompagna son père à la découverte de la Namibie, il était loin d'imaginer que ce serait le premier d'une fascinante série de voyages qui marquerait toute sa carrière. Fruit de 50 ans de travail, son film « A Kalahari Family » nous fait traverser, en six heures, des milliers d'années d'histoire. **14**



DONGUIBOGAM : LE LIVRE PRÉCIEUX DE LA MÉDECINE

Depuis quatre siècles, l'encyclopédie médicale coréenne connue sous le nom de Donguibogam nourrit savants et artistes. Il s'agit d'une somme colossale de connaissances médicales, mais aussi philosophiques, réunies en 25 volumes. Parfois, on y trouve des recettes étonnantes. **17**



À L'ENCRE BLEUE DES NOBLES MALGACHES

Inscrites en juillet 2009 au Registre UNESCO de la Mémoire du monde, les Archives royales de Madagascar (1824 à 1897), rédigées en langue malgache, constituent un témoignage vivant et inédit de la vie quotidienne au 19^e siècle et de la confrontation entre deux cultures, vue par les Malgaches eux-mêmes. **19**

L'HOMME QUI A DÉCOUVERT LES ARCHIVES DE LA TERREUR



Fiche de police de Martín Almada, prisonnier de la dictature d'Alfredo Stroessner (1974-1977), trouvée dans les Archives de la police et des forces militaires du Paraguay, le 22 décembre 1992.

Le 22 décembre 1992, le Paraguayen Martín Almada découvre trois tonnes de documents dans un commissariat de police. Il s'agit des archives de l'Opération Condor qui vont confirmer les crimes perpétrés dans les années 1970 et 1980 par les six dictatures du Cône Sud. Notre ancien collègue de l'UNESCO témoigne.

Dans les années 1960, j'étais directeur d'un établissement primaire et secondaire des faubourgs de San Lorenzo, au Paraguay. Mon épouse, Celestina Pérez, et moi-même habitons le logement de fonction de l'Institut Juan Bautista Alberdi. Notre petit pays, jadis éduqué et prospère, ne s'en était jamais remis. Si bien qu'en 1954, la dictature militaire du général Alfredo Stroessner, sans doute la plus féroce du Cône Sud de l'Amérique latine, s'abattit sur nous.

Sur fond d'état de siège permanent et de suspension des libertés civiques et politiques, nous avons poursuivi notre travail d'éducateurs, puisant notre inspiration dans les travaux du brésilien Paulo Freire sur la pédagogie libératrice. Selon nous, l'école devait être l'antichambre de la démocratie.

Élu président de l'Association des instituteurs, je lançai avec mes compagnons la campagne « Un toit pour chaque enseignant paraguayen », car les instituteurs avaient alors un besoin criant de logement. En 1965, nous construisîmes à San Lorenzo une cité coopérative, la Villa del maestro. Dans les années 1970, je pus reprendre mes études en Argentine, à l'Université de La Plata, grâce à une bourse du gouvernement argentin. J'y soutins ma thèse

en sciences de l'éducation, mention politiques éducatives, sur le thème : « Paraguay, éducation et dépendance », défendant le point de vue que dans mon pays, l'éducation ne bénéficiait qu'à la classe dirigeante, qu'elle était au service du sous-développement et de la sujétion. Je fus le premier Paraguayen à recevoir le titre de docteur en sciences de l'éducation.

De retour au Paraguay en novembre 1974, je fus aussitôt arrêté par la police politique et présenté devant un tribunal militaire de l'Opération Condor, où siégeaient, à côté de responsables paraguayens, des attachés militaires argentins, brésiliens, boliviens, chiliens et uruguayens. Pendant trente jours, je fus soumis à des tortures barbares, selon les techniques « scientifiques » enseignées à l'École américaine de la Zone du Canal de Panamá [territoire contrôlé par les États-Unis entre 1903 et 1979].

Je fus accusé de « terrorisme intellectuel » pour mes travaux dans le domaine de l'éducation et pour avoir exigé un salaire et des logements décentes pour les enseignants.

De son côté, Celestina était assignée à résidence à l'école. Dix jours durant, la police politique l'appela pour lui faire écouter mes

pleurs et mes hurlements. Le dixième jour, à minuit, ils lui annoncèrent froidement que le « éducateur subversif » avait succombé, lui enjoignant de venir récupérer le cadavre. Cette nouvelle fut fatale : Celestina mourut en décembre 1974.

Après trois ans en centre de détention, je fus transféré pour « mauvaise conduite » – j'avais alphabétisé mes compagnons de cellule – au camp de concentration Emboscada, à 45 km d'Asunción. Là, j'entamai une grève de la faim de trente jours. Grâce à l'intervention vigoureuse du Comité des églises du Paraguay (CIPAE) et d'Amnesty International, je fus libéré sous conditions en septembre 1977. Liberté toute relative : arrêté de nouveau en novembre, je fus soumis à des interrogatoires à la Direction nationale des affaires techniques du ministère de l'Intérieur, plus connue sous le nom de Section technique. Cette « école primaire » des assassins a fonctionné sans discontinuer de 1956 à 1992.

Un exilé à l'UNESCO

Le Haut Commissariat aux réfugiés des Nations Unies (UNHCR) négocia alors pour moi le statut de réfugié politique au Panamá, dont le gouvernement soutint ma candidature à un poste de consultant en



Martín Almada, juste avant son retour au Paraguay, avec Federico Mayor, Directeur général d'UNESCO (1992).

éducation pour l'Amérique latine à Paris, en novembre 1978. J'allais intégrer ensuite le personnel du Secteur de l'éducation de l'UNESCO, jusqu'à la fin de 1992. Nous fûmes nombreux, parmi les exilés latino-américains, à être accueillis sous l'aile protectrice de l'UNESCO : les Argentins Julio Cortázar et Juan Gelman, le Bolivien Fernando Laredo, les Chiliens Mario Leyton et Miguel Núñez, l'Équatorien Jorge Adoum, pour ne citer qu'eux.

La lecture des documents de l'UNESCO me fit prendre conscience de la justesse de mon combat et je continue de penser que nous eûmes raison de nous battre pour que soit appliquée cette recommandation du Directeur général d'alors, Amadou-Mahtar M'Bow : « Apprendre à chacun à respecter et à faire respecter les droits de l'homme, pour soi et pour autrui, et à trouver, quand il le faut, le courage de les affirmer dans n'importe quelles circonstances, même les plus difficiles, tel est l'impératif majeur de notre temps ».

La semaine, j'étais un éducateur latino-américain exilé travaillant pour l'UNESCO. Mais le week-end, je passais mon temps, pendant près de quinze ans, à enquêter sur les arcanes de l'Opération Condor dans les revues policières paraguayennes. Le père Charles Antoine, alors directeur de l'hebdomadaire *Dial* (Diffusion de l'information sur l'Amérique latine), m'offrit son sou-

ten méthodologique et m'ouvrit les portes de son centre de documentation pendant les heures de fermeture.

La dictature militaire paraguayenne prit fin en février 1989, et en décembre 1992, je rentrai définitivement dans mon pays. J'étais alors convaincu, grâce à mes recherches, que les archives de l'Opération Condor pouvaient se cacher en trois endroits.

Dénouement de l'enquête

La nouvelle constitution démocratique de juin 1992 nous accordait le droit d'accéder à nos dossiers personnels. J'ai demandé le mien au juge pénal José Agustín Fernández. Selon la police, il n'existait rien de tel, je n'avais jamais été détenu. J'ai alors demandé la perquisition judiciaire des archives centrales de la police. Cette requête a fait couler beaucoup d'encre dans la presse.

C'est alors qu'une femme m'appelle au téléphone : « Professeur, les documents que vous cherchez ne sont pas aux archives centrales, mais dans un commissariat de la banlieue d'Asunción ». J'invite cette dame à mon bureau, elle m'apporte un plan de l'endroit, désireuse, me dit-elle, d'apporter son soutien pour le retour de la démocratie. Je transmets aussitôt l'information au juge et quelques jours plus tard, le 22 décembre, accompagnés de membres de la presse nationale et

internationale, nous exhumons trois tonnes de documents : les fameuses « Archives de la terreur » de l'Opération Condor.

Elles furent immédiatement transférées au Palais de justice. Nous nous sommes ensuite employés sans relâche à sauvegarder ces archives, tout en les mettant à la disposition des historiens. Elles ont favorisé la création de la Commission vérité et justice qui, après quatre années d'efforts (2004-2008), a confirmé

les crimes de la dictature et produit une série de conclusions et de recommandations que le régime démocratique s'appête à appliquer.

Les organisations de défense des droits de l'homme, soutenues par le gouvernement paraguayen, ont demandé à l'UNESCO que cet ensemble documentaire, que j'ai eu l'honneur de retrouver, soit inscrit au Registre de la Mémoire du monde. Cette inscription est cruciale, car elle protège le droit des peuples à leur identité et à leur mémoire. Or protéger la mémoire, c'est permettre de comprendre le présent et construire l'avenir.

Martín Almada

dirige la Fondation Celestina Pérez de Almada, qui a pour particularité d'associer la défense des droits de l'homme à la protection de l'environnement.

La Fondation a reçu le Prix Europa Solar à Berlin en 2005.



Almada découvrant les Archives dites de la Terreur, le 22 décembre 1992, à Lambaré, banlieue d'Asunción (Paraguay).

ARCHIVES DES DROITS DE L'HOMME AU CAMBODGE

© Isabel González Rojo (UNESCO)



Prisonnières à la S-21.

L'ENDROIT OÙ L'ON ENTRE MAIS DONT ON NE SORT PAS

Sous les Khmers rouges, plus de 15 000 Cambodgiens ont été assassinés dans la sinistre prison de Sécurité 21 (S-21) de Tuol Sleng, transformée depuis en musée. Ses archives figurent désormais au Registre de la Mémoire du monde.

Peu après leur prise du pouvoir en 1975, les Khmers rouges ré-affectèrent un ancien lycée en prison et centre d'interrogatoires. Sous la direction de Kaing Guek Eav, surnommé « Douch », ce lieu devint pour les habitants *konlaenh choul min dael chenh*, littéralement : « l'endroit où l'on entre mais dont on ne sort pas ». Ouvriers, étudiants, universitaires, religieux, jusqu'aux têtes du parti et aux Occidentaux... toute personne soupçonnée d'opposition au régime s'y voyait enfermée. Pendant ses quatre années d'existence, une poignée d'entre eux seulement a survécu à ce calvaire. Les suspects étaient souvent internés

avec leurs familles, chacun étant systématiquement photographié et fiché. Soumis à des règles draconiennes, interdits de parole, les détenus étaient enchaînés aux murs ou à des barres de fer et maintenus en vie avec quelques cuillerées quotidiennes de gruau de riz et de soupe. Sous la torture, on les obligeait à confesser leurs « crimes » et le nom de leurs « complices ». Ils finissaient par périr de ces sévices ou par succomber aux maladies, ou bien étaient entraînés vers les champs voisins pour y être exécutés.

Si les occupants ont depuis longtemps quitté les lieux, la plupart des dossiers y sont restés intacts, témoignage ines-

timable des atrocités du régime. Le Musée et les archives du génocide de Tuol Sleng renferment plus de 5 000 clichés et 4 000 confessions, ainsi que les biographies des détenus, des gardiens et des fonctionnaires et de nombreux instruments de torture. Emblématiques de la barbarie du régime, ils constituent des preuves cruciales dans les procès en cours contre les Khmers rouges, et l'illustration implacable d'une des pires tragédies du 20^e siècle.

David Jackman,
Le Courrier de l'UNESCO

LA MÉMOIRE RETROUVÉE DES DOMINICAINS



Femmes pleurant leurs morts, en République dominicaine.

Deux dictatures successives ont marqué l'histoire de la République dominicaine au siècle dernier, faisant près de 60 000 victimes. Un silence de plomb a pesé sur ce passé jusqu'à récemment. Aujourd'hui, les archives témoignant de cette période tragique sont inscrites au Registre de la Mémoire du monde.

Le bourreau tue toujours deux fois, la seconde fois par l'oubli. Ce constat d'Elie Wiesel, prix Nobel de la paix 1986, s'applique parfaitement à la République dominicaine. Ce pays qui partage une île de la Caraïbe avec Haïti a connu une dictature féroce entre 1930 et 1961, suivi immédiatement d'une autre, qui a duré jusqu'en 1996.

Pour la première, c'était le Général Rafael Leónidas Trujillo Molina qui tenait les rênes du pays. Les historiens dominicains avancent le chiffre de 50 000 personnes tuées, torturées ou disparues sous son régime. Ces faits ne sont pas contestés et pourtant, cela fait à peine cinq ans qu'a été entreprise une vaste collecte de documents et de témoignages sur ces années de plomb. Il y a 10 ans, le mot « dictature » était encore banni du vocabulaire des Dominicains.

« Le peuple dominicain est en train de recouvrer sa mémoire », affirme Luisa De Peña Díaz. La directrice du Musée de la Résistance à Saint-Domingue croit que

pour « faire la paix avec le passé », il faut continuer à enquêter sur les crimes de la période Trujillo, inventorier les morts, identifier tous les disparus, répertorier toutes les formes de tortures. Le musée poursuit ce travail de mémoire, car aujourd'hui encore de nombreux cas ne sont pas élucidés.

Les survivants y participent volontiers, à condition que l'on veuille bien les entendre. Jusqu'à la fin des années 1990, le pays semblait sourd à leurs récits, le cercle familial étant leur seul auditoire. Les familles des victimes célébraient les dates commémorant les attaques contre le régime, comme celle du 14 juin 1960, venant de Cuba, dont les auteurs ont été décimés jusqu'au dernier. Elles posaient une fleur sur les tombes des trois sœurs Mirabal, pour commémorer leur assassinat le 25 novembre 1960. Ces trois sœurs, militantes des droits de l'homme, ont été assassinées ensemble, alors qu'elles rendaient visite à leurs maris emprisonnés. Ce n'est que bien plus tard que

ce crime allait être reconnu à l'échelle mondiale. Le 17 décembre 1999, l'Assemblée générale de l'ONU a décidé, par sa résolution 54/134, de proclamer le 25 novembre Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes.

Pendant des années, les survivants et leurs proches ont cultivé dans une quasi-clandestinité la mémoire de la résistance au régime. Pour élargir leur action en dehors du cercle familial, tout en essayant d'éviter le risque de se faire persécuter à leur tour, ils ont créé des fondations portant, en grande partie, des noms de victimes. La toute première a été la Fondation des veuves, sœurs, mères, tantes et cousines.

Quand les familles étaient persécutées, elles transportaient de maison en maison les documents qui leur restaient de leurs proches, comme des reliques sacrées. Car ces documents n'étaient pas seulement des preuves des ignominies du régime : ils témoignaient qu'un fils, un mari, un frère a bien existé un jour.

© Memorial Museum of Dominican Resistance



Veillée funéraire.

L'assassinat de Trujillo, en 1961, ne met pas fin à son système. Son successeur n'est autre que Joaquín Balaguer, ancien ministre et ambassadeur qui a passé ses 35 ans auprès du dictateur. Il s'engage à entreprendre une transition démocratique, mais en réalité, son régime sera juste plus « présentable ».

Balaguer ou la continuité du régime Trujillo

Si les premières élections libres l'écartent du pouvoir en 1962, il y revient après un coup d'État et de nouvelles élections en 1965, pour longtemps. Douze ans d'une « seconde dictature, légale cette fois », selon Luisa de Peña. Balaguer utilise les mêmes méthodes que son mentor à l'égard de ses opposants : assassinats et tortures. Seul le nombre de victimes est moins important : le Musée de la Résistance avance le chiffre de 7 000 morts sous Balaguer, contre 50 000 sous Trujillo, dont les 17 000 Haïtiens massacrés en 1937.

Balaguer ne cède son fauteuil qu'en 1978, mais il le reprend de nouveau entre 1986 et 1996, quand il démissionne pour mettre fin à une controverse sur les conditions de sa réélection de 1994. Il se représente aux élections de 2000, à l'âge de 94 ans. Au 1^{er} tour il obtient la 3^e place avec 24% des suffrages. Il meurt d'une crise

cardiaque en 2002. Figure emblématique des 40 dernières années du 20^e siècle, il aura pesé de tout son poids sur la société dominicaine.

Jusqu'en 1978, Balaguer a pu maintenir le secret défense sur les archives du régime Trujillo. Ce n'est qu'à son premier départ qu'est devenu accessible le patrimoine documentaire qui atteste de la persécution

systématique et massive, des arrestations illégales, des disparitions, des exterminations raciales, de la création de centres de torture et des meurtres commandités par la dictature au cours de ces années Trujillo. Les archives du procureur général de la République confirment cette terrifiante répression menée par l'appareil d'État.

Des crimes commis en dehors des frontières sont également documentés : tentative d'assassinat du président vénézuélien Rómulo Betancourt en 1960 ; enlèvement et disparition à New York du Basque Jesús de Galíndez ; assassinat de l'écrivain espagnol José Almoína.

L'enjeu actuel

Retardé par cette succession de deux dictatures, le travail de mémoire n'a été entamé que par le gouvernement actuel. Le volontarisme politique de ce dernier s'explique par son origine : le parti majoritaire, le Parti de la Libération dominicaine (PLD), a été créé par Juan Emilio Bosch y Gaviño (1909-2001), l'homme qui a gagné les premières élections libres organisées en 1962, avant d'être déposé quelques mois plus tard par l'armée, au profit de Balaguer. Juan Bosch était un opposant à Trujillo de la première heure. Accusé d'avoir mené plusieurs expéditions pour renverser le régime, il a dû s'exiler à Cuba dès 1937.

Il a fallu attendre 2007, pour que son héritier politique, l'actuel Pré-

sident de la République, Leonel Antonio Fernández Reyna, issu du PLD, engage le processus dit de récupération de la mémoire, à la faveur de sa deuxième présidence (à la tête du pays de 1996 et 2000, il a gagné les élections de 2004 et a été réélu en 2008).

Le volontarisme affiché ravit Luisa de Peña Díaz qui estime que « les gens ont toujours maintenu vivant le souvenir, mais tant qu'il n'y avait pas de politique officielle pour les encourager, il ne pouvait pas y avoir d'action qui en découlait ».

Ces actions concernent avant tout l'éducation et la communication. Et ce sont là deux des principales missions du Musée de la Résistance, créé par décret en 2007, en tant qu'outil destiné à « aider le peuple dominicain à retrouver et à exprimer sa mémoire ouvertement ».

Quelque 150 000 objets ou docu-



Archivage au Musée de la Résistance de Saint-Domingue.

ments ont été réunis, témoignant du fonctionnement de la dictature mais aussi de la lutte des Dominicains pour la liberté et la démocratie dans leur pays. L'enjeu consiste à les mettre à la disposition des citoyens, afin de poser les fondations d'une société dans laquelle aucun dictateur n'aura jamais plus de complice. L'inscription au Registre Mémoire du monde du « Patrimoine documentaire relatif à la résistance et à la lutte pour les Droits de l'homme en République Dominicaine, 1930-1961 » s'inscrit dans cette logique.

Gabrielle Lorne
journaliste à RFO-A.I.TV. (France)

UNE VISION GLOBALE DE L'HISTOIRE

Pour saisir la complexité de l'histoire, il faut confronter toutes sortes de documents, allant des archives personnelles aux collections internationales. L'inscription sur le Registre de la Mémoire du monde des archives de la Société des Nations (1919-1946) ouvre de nouvelles perspectives à la recherche historiographique.



© Archives de la Société des Nations. Bibliothèque de l'ONU/UG

Discours de Haïlé Sélassié Ier, empereur d'Éthiopie, à la 20^e Assemblée de la Société des Nations (30/06/1935).

La Société des Nations (SDN) a laissé dans la mémoire collective comme un parfum d'illusions perdues et d'entreprises malheureuses. Son impuissance devant l'agression japonaise en Mandchourie, l'invasion italienne de l'Abyssinie (actuelle Éthiopie), la guerre civile espagnole et l'annexion de l'Autriche par l'Allemagne hante les esprits. Ajoutons-y un zeste de cauchemar bureaucratique, décrit par la plume à la fois féroce et savoureuse de l'écrivain suisse Albert Cohen dans sa *Belle du Seigneur*, et l'étrénel palais de verre posé sur le Léman semble s'éloigner lentement vers l'horizon neigeux des Alpes, hors de toute réalité.

Il y a du vrai dans tout cela, sans doute, mais l'histoire ne s'arrête pas là. Celle de la SDN nous parle aus-

si d'efforts laborieux dans une multitude de domaines de la coopération internationale. Les conférences, comités intergouvernementaux et groupes d'experts se sont succédé à Genève, au chevet de questions aussi variées que les affaires sanitaires et sociales, les transports et les communications, l'économie et la finance ou la coopération intellectuelle. Plus de cent conventions furent ratifiées par ses États membres. Bien que la SDN ait échoué dans sa mission première, qui était de prévenir une nouvelle guerre mondiale et d'assurer la sécurité collective, elle fit beaucoup pour le développement de la coopération technique internationale.

Un des miracles des archives, c'est que par-delà les stéréotypes et les idées reçues, elles offrent à

la fois des preuves, une base solide et une source d'inspiration pour des recherches historiques authentiques, capables, au bout du compte, de changer notre perception du passé.

Celles de la SDN, ajoutées au Registre de la Mémoire du monde en juillet 2009, couvrent 2 175 mètres linéaires, soit près de 15 millions de documents. Elles sont l'illustration de son mandat politique et de ses activités, axées sur la recherche de solutions pacifiques aux conflits, territoriaux ou autres, par la conciliation et l'arbitrage. L'accord suédo-finlandais sur le statut des îles Åland de la Baltique (1921) figure à son palmarès : ce fut le premier accord international européen conclu directement grâce à la SDN, processus de règlement ô combien ardu, comme le montrent les archives.

Les réussites et les échecs de la SDN dans ce domaine, ainsi que l'ensemble de son action en faveur de la paix et de la sécurité, percent aussi dans les documents relatifs au conflit entre la Turquie et l'Iraq sur la possession de Mossoul (1926), à la guerre du Chaco entre le Paraguay et la Bolivie (1932), aux échauffourées entre la Bulgarie et la Grèce (1925) ou aux enquêtes sur l'esclavage au Libéria (1930).

À la source des grandes idées

Le plus fascinant dans ces archives, c'est sans doute l'incroyable variété des sujets abordés, allant du commerce international de l'opium et de



Couverture du spécimen du « passeport Nansen ».

l'esclavage sexuel au problème des réfugiés. Au printemps de 1920, la SDN nommait Fridtjof Nansen – explorateur arctique et homme politique norvégien – Haut Commissaire aux prisonniers de guerre, avec pour mission de faciliter le rapatriement du plus grand nombre d'entre eux. En l'espace de deux ans, Nansen parvint à renvoyer dans leurs foyers quelque 450 000 anciens prisonniers de guerre de 26 pays. Créé en 1922, le « passeport Nansen » fut la première pièce d'identité internationale pour les personnes déplacées. Ce dispositif, qui soulagea des centaines de milliers de personnes, facilita l'accueil des réfugiés russes, puis des réfugiés arméniens, assyriens et grecs chassés de Turquie, et dans les années 1930, des réfugiés d'Allemagne, d'Autriche et de Tchécoslovaquie. C'était, en gestation, l'action poursuivie aujourd'hui par le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés.

Parmi les autres réussites majeures, mises en lumière par les archives, citons la coopération économique internationale de l'Organisation économique et financière de la SDN, la reconstruction financière de l'Autriche et de la Hongrie après la Première Guerre mondiale et le formidable travail de la Section de la santé – précurseur

de l'OMS – qui a normalisé les vaccins contre la diphtérie, le tétanos ou la tuberculose.

L'archivage des documents internationaux invite aussi le chercheur curieux à remonter à la source d'idées et de concepts qui ont aujourd'hui pignon sur rue. La notion de diversité culturelle, par exemple, nous vient tout droit d'un dossier de l'Institut international de coopération intellectuelle (autre organisme de la SDN dont le fonds documentaire a été confié aux archives de l'UNESCO) consacré aux « particularités culturelles ». Quant à d'autres concepts fondamentaux germés dans le dédale de l'ONU, comme le patrimoine culturel ou le développement durable, on peut en retrouver la trace dans les archives de ses agences spécialisées un peu partout dans le monde.

Perspectives

L'inscription de la totalité des archives de la SDN sur le Registre de la Mémoire du monde est à marquer d'une pierre blanche, non seulement pour la reconnaissance qu'elle implique de la valeur des archives des organisations internationales, mais aussi parce qu'elle montre l'importance de préserver les documents dans leur contexte intégral et original, en tant que patrimoine commun de l'humanité.

À l'avenir, cette inscription devrait favoriser de nouvelles approches dans la recherche historique. Les historiens s'intéressent déjà à l'imbrication constante de l'universalité et de la diversité dans les relations transnationales. Mais la question est de savoir comment interagissent les problématiques locales, nationales, régionales et internationales. Les archives de la SDN apportent une vision globale. Autre question : comment les archives d'organisations vouées à la réalisation d'idéaux qui concernent l'humanité tout entière – comme la création d'un Parlement de l'homme –, peuvent-elles être rapprochées de sources touchant à des domaines plus restreints ?

L'histoire des migrations, par exemple, est un sujet où la confrontation des sources individuelles et internationales peut ouvrir des perspectives très intéressantes. Il faut confronter de nombreux types d'archives pour saisir toute la complexité de l'histoire.

Par ailleurs, l'inscription des archives de la SDN devrait réveiller notre intérêt pour d'autres fonds des organisations internationales. Un premier pas a été franchi avec l'inscription des archives photographiques et cinématographiques de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), éclatant témoignage des désastres humains causés par l'exode palestinien et de l'aide apportée par l'ONU.

D'autres archives d'organisations internationales ne sont pas moins



Camp de réfugiés palestiniens monté par l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) sur la rive est du Jourdain.

précieuses. Défense des droits de l'homme, combat contre les maladies, législation du travail, situation des enfants, coopération intellectuelle, presse, histoire de l'information et de la communication, elles touchent à tous les domaines de la vie humaine. Rappelons qu'à elles seules, les archives de l'UNESCO, qui occupent plus de 10 000 mètres linéaires, couvrent les multiples facettes de la coopération internationale dans les domaines de la culture, de la science, de la communication et de l'éducation.

Jens Boel,

Chef archiviste à l'UNESCO

Chantée depuis le 5^e siècle et rédigée 700 ans plus tard, l'épopée allemande « Chanson des Nibelungen » a connu un parcours accidenté. Elle a inspiré Wagner, Fritz Lang et sans doute Tolkien, mais elle a aussi été instrumentalisée par Hitler. L'heure de sa réhabilitation a sonné.

POUR EN FINIR AVEC LES PRÉJUGÉS SUR LA CHANSON DES NIBELUNGEN



© Badische Landesbibliothek

Ute Obhof, de la Bibliothèque du Land de Bade-Wurtemberg à Karlsruhe, présentant le « manuscrit C » de la *Chanson des Nibelungen*.

Nibelungentreue : ce mot employé pour désigner la loyauté sans bornes dont le peuple des Nibelungen faisait preuve n'a pas une connotation très positive en allemand. Il est souvent utilisé pour parler des politiciens qui restent fidèles à leur parti en toutes circonstances, même si cette loyauté finit par leur causer du tort. On le doit au chancelier Bernhard von Bülow, qui l'utilisa en 1909 pour qualifier l'allégeance de l'Empire allemand à l'Autriche-Hongrie. Cette Nibelungentreue atteint son paroxysme cinq ans plus tard

avec le début de la Première guerre mondiale, tragédie qui se solda par la défaite totale de l'Allemagne. Von Bülow n'avait certainement pas réalisé que ses propos auguraient déjà du pire : dans la *Chanson des Nibelungen*, les héros finissent tous par mourir.

L'UNESCO a récemment ajouté au Registre de la Mémoire du monde les trois plus anciens manuscrits conservés de ce poème épique médiéval, dont la rédaction date du 13^e siècle mais dont les racines remontent au 5^e, à l'époque

des invasions barbares. La *Chanson des Nibelungen* réunit, en effet, des cycles de sagas qui ont été transmises oralement au fil des siècles. Claudia Fabian, employée à la Bibliothèque du Land de Bavière, précise que l'œuvre est anonyme. « Les manuscrits qui sont à notre disposition laissent penser qu'il existait une version antérieure, mais elle ne nous est pas parvenue », ajoute-t-elle.

L'épopée relate notamment l'extermination du royaume des Burgondes par les Romains et les Huns.

Les historiens pensent que certains des personnages des textes renvoient à des personnalités ayant existé : le roi des Huns, nommé Etzel dans les manuscrits, serait en réalité l'empereur Attila tandis que Siegfried, le pourfendeur du dragon, ferait référence à Arminius, chef de la tribu des Chérusques. Ce dernier rallia les tribus germaniques contre les Romains et leur infligea une cuisante défaite en l'an 9, lors de la légendaire bataille de Teutoburg. À la suite de cet événement, Rome ne réussit jamais vraiment à reprendre le contrôle des tribus germaniques. Quant au dragon Fafnir, que Siegfried tua avant de se baigner dans son sang pour devenir invulnérable, il symboliserait l'occupant romain.

La Chanson des Nibelungen n'est pas pour autant un document historique. Ute Obhof, responsable du manuscrit conservé à la Bibliothèque du Land de Bade-Wurtemberg à Karlsruhe, explique que « le manuscrit rassemble différents événements et personnages issus de diverses périodes ». Les deux autres manuscrits sont la propriété de la Bibliothèque du Land de Bavière à Munich et de la Bibliothèque du couvent de Saint-Gall en Suisse, lui-même inscrit au patrimoine mondial de l'UNESCO depuis 1983.

Bien qu'il s'agisse d'une œuvre passionnante, elle a sombré dans l'oubli au 16^e siècle, sans doute « parce qu'elle n'était plus au goût de l'époque », estime Claudia Fabian. Elle n'a refait surface qu'en 1755, lorsqu'un des manuscrits a été redécouvert par hasard. Cette fois-ci, il a rencontré un réel écho chez le peuple allemand qui l'a très rapidement élevé au rang d'Iliade allemande et transformée en une épopée nationale. Un peu plus tard, les peintres romantiques voyaient en elle la redécouverte du Moyen Âge et la naissance de l'identité germanique. Goethe a lui aussi été fasciné par l'histoire du tueur de dragon. Quant au poète Friedrich Hebbel, il écrivit en 1861 une pièce de théâtre sur ce thème, *Les Nibelungen*. L'épopée a par ailleurs

LE TRÉSOR D'ARNAS MAGNÆUS



© The Arni Magnússon Institute for Icelandic Studies

Lettre de témoignage écrite sur du vélin par l'évêque Jon Eiriksson (1358-1390) avec son cachet de cire (à gauche).

L'œuvre de toute une vie a fait cette année son entrée au Registre de la Mémoire du monde : une collection exceptionnelle de manuscrits scandinaves anciens, dont des poèmes mythologiques et des sagas islandaises narrant les incursions vikings en Amérique du Nord.

L'érudit islandais Arnas Magnæus (1663-1730) a consacré sa vie entière à construire ce qui est aujourd'hui considéré comme la plus importante collection de manuscrits scandinaves anciens. Envoyé, à l'âge de vingt ans, étudier à l'Université de Copenhague, Magnæus commença à réunir des documents sur l'histoire de l'Islande, ainsi que du Danemark, de la Norvège et de la Suède. Il enrichit sa collection tout au long de sa carrière comme secrétaire des Archives royales et professeur d'Antiquités danoises dans cette université, jusqu'au grand incendie de Copenhague en 1728, qui détruisit une part importante des ouvrages imprimés. Il mourut peu de temps après, léguant à l'université cette œuvre de toute une vie, accompagnée d'une donation de ses biens personnels.

La collection contient près de 3 000 pièces, dont certaines remontent au 12^e siècle. Les plus éminentes, et irremplaçables, retracent la naissance et l'essor du peuple islandais, comme les légendaires sagas. Quant aux différentes relations des conquêtes des Vikings et des expéditions qui portèrent ces redoutables navigateurs jusqu'aux côtes du Groenland et de l'Amérique du Nord, elles figurent au palmarès

des œuvres littéraires considérées comme les plus précieuses du monde. Montrant l'émergence d'une nouvelle identité, elles éclairent aussi la transition entre les croyances païennes nordiques et le christianisme, ainsi que les tensions exercées sur Rome par le paganisme. D'autres ouvrages, comme *Landnámabók*, (Le Livre de la colonisation), et *Íslendingabók*, (Le Livre des Islandais), décrivent un pays renforçant son sens des origines et du territoire, à travers la cristallisation de ses organes législatifs et exécutifs.

La collection fait aussi figure d'exception pour une autre raison. Avant même sa séparation constitutionnelle du Danemark, en 1944, l'Islande avait lancé une requête pour le retour de nombreux manuscrits formant le cœur de son patrimoine culturel. En 1965, le Parlement danois accepta de scinder la collection en deux et de remettre une bonne moitié des documents (1 666 pièces) à l'Université d'Islande. Ce transfert s'est concrétisé dès 1997, prouvant qu'il est aussi des fins heureuses aux querelles entourant les trésors de la culture.

David Jackman,

Le Courrier de l'UNESCO

inspiré plusieurs productions dramatiques ainsi que le festival des Nibelungen, qui se tient tous les ans à Worms, depuis 2002.

Quand l'art devient un instrument de propagande

Mais cette histoire a également été instrumentalisée à plusieurs reprises à des fins politiques. On a vu dans les personnages de la chanson l'incarnation des vertus fondamentales allemandes : Siegfried personnifiant l'invulnérabilité, Hagen la ruse, Kriemhild la beauté et l'esprit de revanche, et Brunhilde la force. La légende des Nibelungen a servi d'écran sur lequel pouvaient se projeter les aspirations nationales de plus en plus prononcées des Allemands, d'abord en réaction à l'oppression napoléonienne, puis pour soutenir l'Empire wilhelmien [1871 à 1888] et son ambition de devenir une puissance majeure. Par la suite, la légende a été récupérée par les Nazis. Ainsi, en 1943, Hermann Göring établit un parallèle avec les Nibelungen afin de motiver les soldats allemands encerclés à Stalingrad : « Parmi toutes ces gigantesques batailles, un monument colossal se distingue : la bataille de Stalingrad. Le jour viendra où elle sera considérée comme la plus grandiose des batailles héroïques de notre histoire. [...] Nous connaissons une épopée héroïque monumentale qui relate une bataille sans pareil : la bataille des Nibelungen. Eux aussi, retranchés dans une salle en proie aux flammes, étanchèrent leur soif avec leur propre sang, mais ils combattirent jusqu'au dernier. »

« C'était vraiment mutiler ce texte médiéval », estime Ute Obhof. Il semblerait que le maréchal nazi n'ait pas lu la *Chanson des Nibelungen* très attentivement, car son issue tragique n'en faisait pas une référence idéale pour redonner le moral aux troupes et leur faire croire en la victoire finale. Comme on le sait, la bataille de Stalingrad s'est soldée par la défaite désastreuse de l'armée allemande.



Exemple d'une initiale dans le manuscrit.

La *Chanson des Nibelungen* n'a pas de quoi éveiller le patriotisme, non plus. Elle mêle en effet liaisons amoureuses et jalousies mesquines à la cour des Burgondes. Arrosée d'une bonne dose de tromperies et de meurtres, elle s'achève sur la vengeance sanglante de Kriemhild contre les assassins de son bien-aimé Siegfried. En outre, l'histoire se déroule dans divers lieux d'Europe : d'après la chanson, le peuple des Nibelungen venait de Norvège, tandis que Brunhilde était la reine d'Islande et qu'Etzel régnait sur les Huns, peuple qui vivait dans l'actuelle Hongrie.

La *Chanson des Nibelungen* a-t-elle quelque chose d'allemand ? Pour Ute Obhof, elle est plus européenne qu'allemande. D'ailleurs,

l'Allemagne n'existait pas dans sa forme actuelle au 5^e siècle. « En revanche, ce qui lui donne son caractère allemand, c'est qu'elle a été transmise en langue allemande », nuance Ute Obhof.

Claudia Fabian estime, quant à elle, que le nationalisme associé à la *Chanson des Nibelungen* n'est pas intrinsèque au texte. C'est notamment l'interprétation musicale de Richard Wagner qui a contribué à en faire une œuvre nationaliste, même si ce n'était pas l'intention du compositeur. En réalité, Wagner cherchait avant tout à dépeindre la nature humaine, déchirée entre les intérêts contradictoires que sont l'amour et le pouvoir. Fruit de près de trente années de gestation, *L'Anneau du Nibelung* est le mag-

num opus de Wagner. D'une durée de seize heures, ce cycle de quatre opéras a été joué pour la première fois en 1876 et, depuis 1896, des représentations sont régulièrement données dans le cadre du festival de Bayreuth.

Voyant dans l'œuvre de Wagner une apologie nationaliste de l'idéologie germanique, Hitler est devenu, à partir de 1933, un habitué du festival, dirigé à cette époque par Winifred Wagner, la belle-fille de Richard Wagner. Amie proche du dictateur, cette dernière continua de lui vouer une admiration sans bornes même trente ans après la guerre. Cette « empreinte » nazie, qui causa beaucoup de tort à l'image de Wagner et à la *Chanson des Nibelungen*, est restée gravée dans les esprits, comme le montre l'une des répliques d'un film de Woody Allen : « Quand j'écoute trop de Wagner, j'ai envie de conquérir la Pologne. »

Les Eddas : une inspiration commune

Malheureusement, le poème épique médiéval n'a jamais complètement réussi à se défaire de cette réputation. Avec l'inscription des manuscrits sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO, qui pourrait largement contribuer à sa réhabilitation, la *Chanson des Nibelungen* a rejoint plusieurs autres œuvres allemandes, notamment la Neuvième symphonie de Beethoven, le fonds littéraire Goethe des Archives Goethe et Schiller, une Bible de Gutenberg et le classique du cinéma muet de Fritz Lang, *Metropolis*.

Fritz Lang aurait certainement été ravi de cette décision. En effet, le réalisateur allemand était lui aussi fasciné par cette épopée héroïque médiévale qu'il a été le premier à adapter au cinéma, en 1924. Cette production de cinq heures est considérée, avec *Metropolis*, comme l'une des grandes étapes du cinéma muet.

Les descendants de Richard

Wagner se sont eux aussi beaucoup investis pour débarrasser la musique du compositeur de ses connotations nationalistes. Depuis 2002, la ville de Worms, où se situent la plupart des scènes de la chanson, organise régulièrement un festival des Nibelungen. Le réalisateur Dieter Wedel a également contribué à le faire connaître, une initiative couronnée par le retour de l'épopée sur le petit écran : Uli Edel a réalisé en 2004 une adaptation télévisée de la légende des Nibelungen mettant en scène de nombreuses vedettes. S'efforçant de ne pas tomber dans le pathos nationaliste, peut-être un peu trop d'ailleurs, Uli Edel a réalisé une production fantasy mondialisée qui pourrait aussi bien se dérouler en

Allemagne qu'au Danemark ou en Angleterre.

Mais ce n'est pas entièrement surprenant quand on sait que la *Chanson des Nibelungen* semble avoir inspiré *Le Seigneur des anneaux* de Tolkien. Bien que l'écrivain britannique l'ait nié l'influence des sagas germaniques et norroises est manifeste. Et l'on peut déduire que l'*Anneau* de Wagner, *Le Seigneur des anneaux* de Tolkien et la *Chanson des Nibelungen* puisent leurs racines à la même source : les Eddas, compilations de poèmes épiques qui relatent des histoires de dieux et de héros, notamment des épisodes de la légende des Nibelungen.

Jens Lubbadah,

journaliste au *Spiegel Online* (Allemagne),
correspondant du *Courrier de l'UNESCO*



Une enluminure du manuscrit de la *Chanson des Nibelungen*.

Lorsqu'en 1950, John Marshall, encore adolescent, accompagna son père à la découverte de la Namibie, il était loin d'imaginer que ce serait le premier d'une fascinante série de voyages qui marquerait toute sa carrière. Fruit de 50 ans de travail, son film « A Kalahari Family » nous fait traverser, en six heures, des milliers d'années d'histoire.

POUR L'AMOUR DES BOCHIMANS UN CINÉASTE AU KALAHARI



© Smithsonian Institution, Human Studies Film Archives Collection

N!ai, fille de neuf ans de l'ethnie des Ju/'hoansi, portant dans ses bras un petit cousin. N!ai est un des personnages des films ethnographiques de John Marshall.

Né le 12 novembre 1932, John Marshall a grandi à Cambridge (Massachusetts), puis sur la ferme familiale, à Peterborough, dans le New Hampshire. L'histoire de sa famille, des Bostoniens prospères, et de l'amitié qu'elle noua avec les Bochimans Ju/'hoansi (prononcer « ju-wansi »), chasseurs-cueilleurs du Kalahari, dans la région du Nyae Nyae, au nord-est de la Namibie, est presque aussi remarquable que ses films.

John fait connaissance avec la caméra à 18 ans, en suivant son père, Laurence Marshall, industriel américain en vue, lors de la première de ses nombreuses expédi-

tions dans le désert du Kalahari. Ils y retournent l'année suivante avec le reste de la famille, cette fois pour un mois et demi. Ce séjour est un bouleversement pour les Marshall. Si bien que lorsqu'ils repartent dans le bush en 1953, c'est pour y rester un an et demi.

Professeur de littérature anglaise, Lorna, la mère de John, se tourne aussitôt vers l'anthropologie afin de percer les subtilités de la parenté ju/'hoan. Acclamée par la communauté scientifique, elle participe à de nombreux tournages, dont celui de « First Film », où l'on suit les premiers pas du cinéaste.

Elizabeth Marshall Thomas, la soeur

de John, est l'auteur de plusieurs ouvrages, dont *The Harmless People* (Les inoffensifs) et *Warrior Herdsmen* (Pasteurs guerriers), ce dernier consacré aux Dodoth de l'Ouganda, dont le mode de vie pastoral est à mille lieux de celui des Ju/'hoansi. « Je suis heureuse que l'UNESCO ait offert à John la reconnaissance qu'il a tant mérité », déclare-t-elle, à l'occasion de l'inscription au Registre de la Mémoire du monde de la Collection de films et de vidéos « John Marshall – Bochimans ju/'hoan, 1950-2000 », en juillet 2009. Mais ce qui comptait pour lui, c'était d'abord de faire son travail. Il l'aurait fait de toutes façons, avec ou sans hommages ».

Briser un mythe

L'œuvre de Marshall s'attache à l'itinéraire d'un clan, celui de Toma Tsamko. Marshall avait fait sa connaissance sous un baobab lors de sa première visite à /Gautcha, où se trouve un point d'eau permanent au milieu d'un « pan », lac salé asséché. Ce fut le début d'une relation mutuellement enrichissante qui allait durer près d'un demi-siècle.

« John s'est pris d'amitié pour ces gens et lorsqu'ils ont appris à mieux se connaître – car John s'est empressé d'apprendre leur langue – il a vécu une existence de rêve : les parties de chasse, le mode de vie

auprès de quelqu'un d'aussi talentueux et passionné. John était très exigeant avec lui-même comme avec ses collaborateurs. Il tenait bien sûr son métier en haute estime, mais il avait aussi une conscience aiguë du pouvoir de l'image et il estimait de sa responsabilité de donner une juste représentation des Ju/'hoansi. De mon côté, j'étais passionnée par la production vidéo, mais avec John, j'ai vite compris que ce métier présentait des atouts que je ne connaissais pas : le film était pour lui un instrument de plaidoyer, un outil pédagogique. Il y avait beaucoup d'engagement derrière son

que ceux qui se trouvaient devant la caméra comptaient bien plus que celui qui se trouvait derrière. Tout au long de sa carrière, il s'est colleté avec ce qu'il appelait « le mythe » : le sentiment dominant, chez les Occidentaux, que les Bochimans ne savaient pas ce qui était le mieux pour eux et qu'ils avaient besoin d'être pris en charge par la société dite « développée ».

Un cinéma militant

John Marshall se considérait comme un reporter, non comme le porte-parole des Ju/'hoansi, qu'il laissait le plus possible décrire leur vie avec leurs propres mots.

« John voulait absolument leur venir en aide. En 1980, il a laissé tomber sa carrière de cinéaste pour contribuer à leur survie sur place et plaider leur cause en Namibie. Il a consacré une bonne part de sa vie à batailler pour eux », poursuit Karma Foley, qui a suivi Marshall en Afrique et y est retournée depuis. « Cette forme d'engagement est plutôt rare. Personnellement, je pense que cela lui venait de l'amour et du respect qu'il avait pour ces gens, qu'il considérait comme sa seconde famille. Je le vois dans la plupart des séquences qu'il a filmées durant toutes ces années : un immense amour, un profond respect ».

C'est sans doute à cause de son amitié avec les Ju/'hoansi qu'en 1958, à l'expiration de son visa, Mar-



Toma Tsamko accueille John Marshall, après une longue absence, en 1978.

nomade... Il a été très vite accepté comme un membre de la famille », se souvient sa femme, Alexandra Eliot Marshall. « John n'a jamais été condescendant. La façon dont il les a perçus et filmés, dont il a vécu avec eux... il n'a jamais cherché à en donner une image séduisante. Il a raconté l'histoire des Ju/'hoansi, à travers quatre générations, avec cette familiarité qui s'impose au fil d'une longue amitié et qui connaît de bons comme de mauvais jours ».

Conservatrice attachée au Fonds, Karma Foley était la collaboratrice de John Marshall. Elle raconte : « Ça a été pour moi une formidable expérience, une période extrêmement formatrice. Je sortais de l'université et j'avais la chance incroyable de pouvoir travailler sur un matériel aussi beau, aussi riche, et d'apprendre

travail, il poursuivait un objectif ».

Ses collaborateurs soulignent qu'en dépit de son immense contribution sur le plan esthétique et théorique, John Marshall pensait



Toma Tsamko (en costume de ville) a participé au meeting du parti SWAPO organisé avant les premières élections démocratiques en Namibie. En tant que premier président de la Coopérative des fermiers du Nyae Nyae, Tsamko est entré sur la scène politique de son pays en 1980.

shall fut contraint de quitter l'Afrique du Sud. Pendant vingt ans, la porte de ce pays allait rester close.

Entre temps, il se tailla dans les années 1960 et 1970 une réputation comme réalisateur de cinéma vérité. En 1968, il créa avec Timothy Asch, le réalisateur américain qui avait filmé les Indiens Yanomami du Venezuela, le *Documentary Educational Resources*, organisme à but non lucratif qui produit et distribue des films anthropologiques à usage scolaire.

En 1978, lorsque Marshall parvient à retourner au Nyae Nyae, c'est pour découvrir que ses amis ju/'hoan se sont vus spoliés de la majeure partie de leur territoire par le gouvernement sud-africain et qu'ils ne peuvent plus survivre comme chasseurs. Laissant de côté le cinéma, Marshall monte aussitôt une fondation pour les aider à se rapprocher de l'autosuffisance. Grâce à lui, ils creusent un puits, se forment à l'agriculture de subsistance et se dotent d'un gouvernement local.

« A Kalahari Family », la saga en cinq épisodes de Marshall, est le condensé de plus de 300 kilomètres de pellicule tournés entre 1950 et 2000. « En six heures de temps, vous traversez en réalité des milliers d'années d'histoire », commente le cinéaste documentaire Jayasinhji Jhala, professeur d'anthropologie associé à Temple University (Pennsylvanie) et ami proche de Marshall. « A Kalahari Family » reste à ses yeux une œuvre inégalée : non seulement elle offre un témoignage exhaustif de la vie des Ju/'hoansi, mais elle peint aussi l'itinéraire de son auteur, du cinéma au militantisme.

John Marshall retrouva le Kalahari une dernière fois en 2004, avant d'être emporté par un cancer du poumon, en avril 2005.

Shiraz Sidhva,
journaliste indienne, correspondante
du *Courier de l'UNESCO*



John Marshall dans la région du Nyae Nyae, en 1989.

UN PROJET FONDATEUR DU FILM ETHNOGRAPHIQUE

Conservée aux Human Studies Film Archives du Smithsonian's National Museum of Natural History, à Washington DC, la Collection de films et de vidéos « John Marshall - Bochimans ju/'hoan, 1950-2000 » figure depuis peu au Registre de la Mémoire du monde de l'UNESCO.

Cette reconnaissance est saluée par les conservateurs du Smithsonian, ainsi que par les collègues, parents et amis de cet anthropologue et cinéaste américain de renom, qui pendant un demi-siècle a couvert la vie des Ju/'hoansi de la région du Nyae Nyae, dans le désert du Kalahari (Namibie).

Pamela Wintle, conservatrice en chef aux Human Studies Film Archives et apôtre de la préservation filmique, espère que l'hommage de l'UNESCO « redonnera de la visibilité à cette collection d'archives, et qu'elle sera ainsi mieux connue dans le monde, améliorant du même coup l'image de nos archives anthropologiques au sein du Smithsonian National Museum of Natural History ».

Considéré comme l'un des projets fondateurs du film ethnographique au 20^e siècle, le Fonds Marshall documente le mode de vie traditionnel de ces chasseurs-cueilleurs autrefois indépendants et de leur liens à la terre. Il montre le combat des Ju/'hoansi contre l'expropriation, la maladie et la guerre, puis pour la création de communautés agricoles et la récupération de leurs terres, alors que naissait l'espoir d'une Namibie indépendante et de la fin de l'apartheid.

« La carrière de John Kennedy Marshall a une longévité remarquable puisqu'elle

s'étale sur plus de cinquante ans, au cours desquels il est devenu non seulement un pionnier de la technique cinématographique, mais aussi un chantre de l'éthique du film ethnographique », souligne Jake Homiak, directeur du programme des Collections et archives anthropologiques du musée. « En liant son existence à celle des Bochimans Ju/'hoansi, il s'est fait peu à peu l'avocat de ceux qu'il étudiait, utilisant ses films à des fins d'éducation et d'autonomisation ».

Le Fonds Marshall contient 767 heures de films non montés et de séquences vidéo, ainsi que des films et des vidéos montés. À ces documents cinématographiques s'ajoute une série d'enregistrements sonores, de diapositives, de cartes géographiques, de manuels d'étude des films montés et de textes, parus ou non, de la main de Marshall et d'autres. On y trouve également plusieurs dossiers de production contenant des lettres, carnets de tournage et de montage, traductions, transcriptions, traitements synoptiques et propositions diverses pour la période 1950-2000. Le fonds comprend aussi plusieurs livres et d'innombrables articles de presse consacrés aux films et aux méthodes suivies par le cinéaste.

S. Sidva

Depuis quatre siècles, l'encyclopédie médicale coréenne connue sous le nom de Donguibogam nourrit savants et artistes. Il s'agit d'une somme colossale de connaissances médicales, mais aussi philosophiques, réunies en 25 volumes.

Parfois, on y trouve des recettes étonnantes.

DONGUIBOGAM : LE LIVRE PRÉCIEUX DE LA MÉDECINE



Quelques volumes du Donguibogam, considéré comme un classique de la culture coréenne.

Toutes les pratiques traditionnelles de la médecine dans notre pays figurent dans le Donguibogam et toutes en découlent. C'est avec ces mots que Hwang Kyeongsik, professeur de philosophie à l'Université de Séoul, a commencé son exposé, lors de la conférence scientifique internationale consacrée à ce document exceptionnel. Elle s'est tenue le 3 septembre 2009 à la Bibliothèque Nationale de Corée, à l'occasion du 400^e anniversaire du Donguibogam, qui venait d'être inscrit au Registre de la Mémoire du monde de l'UNESCO. Il s'agit du premier livre de médecine qui figure sur cette liste prestigieuse.

Nous le devons à Heo Jun (1546-1615), médecin de la cour, qui le rédigea sur ordre du roi Seonjo de Joseon. Le travail dura seize ans et ne fut interrompu ni par le changement de règne ni par l'invasion japonaise. Ainsi naquit une véritable encyclopédie médicale en 25 volumes, qui n'a cessé d'inspirer savants et artistes, au cours des siècles.

Le Donguibogam fait partie des classiques de la culture coréenne. Outre l'intérêt qu'il présente pour le monde médical, il propose une vision philosophique de l'Asie de l'Est au début du 17^e siècle. Il est possible de garder un corps en bonne santé en préservant l'équilibre des énergies, lesquelles sont comparables à celles de la nature – tel est le message fondamental de l'encyclopédie qui s'ouvre par un chapitre sur la cosmologie comparant le fonctionnement du corps humain à celui de l'Univers.

Ce principe est encore reconnu de nos jours et continue de se répandre grâce au succès de « l'écologie profonde », qui considère l'humanité comme partie intégrante de l'écosystème planétaire. Il tire ses origines du taoïsme, basé sur les concepts de non-agir et de non-être. Heo Jun avait la conviction que toutes les maladies résultaient d'un déséquilibre. À ses yeux, le remède le plus efficace résidait dans la pratique de la méditation plutôt que dans un traitement médical.

Le pouls, une énergie céleste

Si, malgré ses vertus philosophiques, le Donguibogam ne servait pas à soigner les malades, sa valeur resterait limitée. Se basant sur la philosophie orientale, l'encyclopédie recense, classifie et expose tous les médicaments et pratiques médicales connus à l'époque. Dans les chapitres relatifs à la pharmacopée, à l'acupuncture et à la moxibustion, Heo Jun décrit en détail les soins appropriés. Il précise à quelle période de l'année il faut cueillir telle plante, comment la traiter et dans quel délai la consommer afin qu'elle soit plus efficace.

**Faire sécher
et réduire en poudre
la vésicule biliaire
d'un chien blanc, une tige
de vigne kudzu et une petite quantité
de cœur de cannelle.
Mélanger le tout avec du miel.
En faire des boulettes.
Cette préparation rend invisible.
La vésicule biliaire d'un chien bleu
est encore plus efficace.**



Les volumes originaux du Donguibogam sont conservés dans la Bibliothèque Nationale de Corée.

Dans les volumes de médecine interne, Heo Jun décrit les interactions des cinq viscères pleins. « Le foie, les poumons, les reins, le cœur et la rate interagissent les uns avec les autres », commente Kim Nam-il, chercheur en médecine orientale à l'Université Kyeonghui. « Un même organe agit différemment en fonction de ses liens avec les autres viscères. Le Donguibogam explique clairement ce principe ».

La partie consacrée à la médecine externe traite des cinq éléments du corps qui lui permettent de conserver sa forme et sa capacité de mouvement : la peau, les muscles, les vaisseaux sanguins, les tendons et les os. On y apprend que le pouls représente l'énergie céleste. En médecine orientale, il est essentiel. « Prendre le pouls » est une expression consacrée qui signifie « diagnostiquer ». Le Donguibogam répertorie avec précision les différentes méthodes de prise de pouls et interprétations.

Heo Jun a consacré onze volumes à la description des causes et symptômes des maladies, ainsi qu'aux remèdes. Il y présente, entre autres, une étrange maladie appelée yukjing : « Le malade est torturé par une faim insatiable de viande. Si on ne le fait pas vomir, il meurt ».

Plus curieuse encore, une recette dans le chapitre Remèdes divers nous explique comment nous rendre invisibles : « Faire sécher et

réduire en poudre la vésicule biliaire d'un chien blanc, une tige de vigne kudzu et une petite quantité de cœur de cannelle. Mélanger le tout avec du miel. En faire des boulettes. Cette préparation rend invisible. La vésicule biliaire d'un chien bleu est encore plus efficace. »

« Le Donguibogam est un excellent ouvrage dont la plupart des principes sont encore valables quatre siècles après sa rédaction », écrit Yi Sang-bong, chargé de communication de l'Association des praticiens de médecine orientale (Joseon Ilbo, le 29 août 2009). Et il ajoute : « Maître Heo Jun a tenu à compiler tous les remèdes populaires coréens, sans exception », comme pour justifier la présence de ceux qui nous paraissent extravagants. Aussi, Yi Sang-bong propose-t-il d'interpréter la formule magique rendant l'homme invisible comme un moyen de s'exercer à trouver la voie du cœur.

Heo Jun a, certes, présenté dans son encyclopédie une compilation de remèdes traditionnels transmis de génération en génération à travers toute l'Asie et notamment en Chine, mais il n'a pas manqué d'exprimer ses propres convictions et expériences en tant que médecin. Le titre de l'ouvrage traduit bien son état d'esprit libertaire : littéralement, le mot Donguibogam désigne un livre précieux traitant de la médecine orientale, en toute indépendance.

Une merveille à portée de main

Le savoir et l'art de Heo Jun, mais aussi sa vie mouvementée, ont inspiré des générations d'artistes en Corée du Sud. Le roman *Donguibogam* de l'écrivain contemporain Yi Eunseong a connu un grand succès, ainsi que son adaptation sous forme de feuilleton télévisé. « Il ne s'agit pas de la vision que la société a des médecins. La plupart des médecins sont fiers de leur art qui leur permet de soulager les souffrances de leurs malades, mais peu d'entre eux notent par écrit les traitements médicaux auxquels ils ont recours et qui pourraient servir de guide pour soigner les générations futures. Je le regrette. », lit-on dans le roman de Yi Eunseong.

La Bibliothèque Nationale de Corée, qui conserve les volumes originaux du *Donguibogam*, a entrepris une traduction commentée, en coréen moderne, de l'ouvrage. Par ailleurs, elle a organisé, du 1er au 25 septembre 2009, l'exposition *Le Donguibogam en textes et en images*. « Nous avons exposé 176 œuvres littéraires et artistiques autour de l'édition originale de cette œuvre qui date de 1613 et se trouve désormais inscrit au Registre de la Mémoire du monde de l'UNESCO », explique Mo Taek-min, conservateur de la Bibliothèque.

Mais ce qui rend le *Donguibogam* si précieux ne se trouve pas seulement dans les vitrines de la Bibliothèque Nationale. Grâce à lui, la vision orientale de l'univers du début du 17^e siècle, la vie quotidienne du peuple, la médecine populaire asiatique viennent à la rencontre de notre siècle. L'ouvrage jette un pont par-dessus le passé et le présent. Souvent, nous ne voyons pas les merveilles qui sont à portée de notre main. Par bonheur, celle-ci ne nous a pas échappé.

Yeon Kyung,

journaliste sud-coréenne

Inscrites en juillet 2009 au Registre UNESCO de la Mémoire du monde, les Archives royales de Madagascar (1824 à 1897), rédigées en langue malgache, constituent un témoignage vivant et inédit de la vie quotidienne au 19^e siècle et de la confrontation entre deux cultures, vue par les Malgaches eux-mêmes.



© Hery Rakotondrzaka/L'Express de Madagascar

Volumes des Archives royales inaccessibles au grand public.

À L'ENCRE BLEUE DES NOBLES MALGACHES

Le temps a commencé à jaunir les pages, et l'encre bleue tend déjà à s'estomper. Quelques lettres, aussi, ont sauté, dépouillant certains mots d'une voyelle ou d'une consonne. L'ensemble reste pourtant encore lisible, et la grammaire incertaine de la langue malgache qui commence à peine à se familiariser avec l'alphabet latin n'enlève rien au plaisir de la découverte d'une culture et d'une société.

Car c'est tout un pan de la vie quotidienne des nobles et des bourgeois du royaume de Madagascar que les registres des sakaizambohitra (chefs de village), cahiers, carnets et correspondances reliées, qui composent les archives royales, nous font découvrir. Conservés à la Direction des archives nationales de la Grande Ile, ces précieux documents couvrent la période de 1824 à 1897, relative au royaume de Madagascar, qui naît en 1810 et s'achève en 1897, au moment de la colonisation française, lorsque Joseph Gallieni, gouverneur général de l'île abolit la monarchie. Témoins importants de la jeune histoire d'un pays de l'oralité, ils révèlent

les secrets et les intrigues qui se nouent à la cour, ainsi que les difficultés auxquelles se heurtent parfois les représentants du gouvernement central dans les contrées conquises.

Jusqu'à l'avènement du roi Radama I^{er} (1810-1828), Madagascar est, en effet, constitué d'une multitude de royaumes. Issu du peuple merina, Radama I^{er} sera reconnu roi de Madagascar en 1817, par les Britanniques. Il perpétuera la politique d'unification de l'île entreprise par son père dès 1795, mais en se distinguant par son ouverture sur l'Occident. Il accueille ainsi des missionnaires protestants qui vont construire des écoles, adapter l'alphabet latin à la langue malgache et enseigner aux nobles la lecture et l'écriture. C'est ainsi que se constitueront peu à peu les premières archives malgaches, à partir de 1824.

Les dessous de l'histoire

Le Premier ministre a-t-il acheté des armes, sans consulter son cabinet, alors même que les caisses de

l'État ne pouvaient se le permettre ? Le Journal de Rainilaiarivony, registre tenu par les secrétaires qui y inscrivait les procès-verbaux des réunions bihebdomadaires du Conseil, raconte avec précision comment, après une vaine tentative d'emprunt sollicité auprès de la reine, le gouvernement, mis devant le fait accompli, décide d'impliquer le peuple dans l'achat. Les armes étant arrivées au port, il fallait bien trouver un moyen de les payer ! Les « kabary » (discours) royaux, qui informent les sujets de la décision de prélever de nouveaux impôts « pour le bien de tous », sont plus ou moins fidèlement retranscrits dans le registre.

La reine a-t-elle nommé chef de la juridiction pénale un homme de mauvaise réputation ? C'est encore le Journal de Rainilaiarivony qui relate avec force de détails les actions menées par le cabinet pour la dissuader de désigner à ce poste un « coureur de jupon »... Mais la gestion des affaires publiques du royaume n'est pas la seule à être abordée. On y trouve aussi des références à la vie privée des cour-

© Hery Rakotonirazaka/L'Express de Madagascar



Sylvie Andriamihamina, directrice des Archives nationales de Madagascar.

tisans des palais de la reine et du Premier ministre. Aussi, lira-t-on, entre deux compte-rendu plus sérieux, qu'Untel a divorcé, ou que Tel Autre a trompé sa femme.

Les registres des réunions du conseil ne sont pas les seuls qui s'intéressent à cet aspect de la vie à la cour. Les essais d'érudits malgaches sur l'histoire du pays, les correspondances des gouverneurs des provinces, et même les carnets d'apprentissage de la langue anglaise du Premier ministre renferment des détails plus ou moins croustillants de la vie quotidienne du courtisan malgache.

Plus que des potins, ces informations permettent aux historiens, les seuls à avoir accès aux Archives royales, de mieux connaître le 19^e siècle malgache, et pas seulement du point de vue de l'histoire politique. Ainsi, sur la base de ces sources, plusieurs travaux de recherche ont pu être menés sur les vêtements, la cuisine, le savoir-vivre ou encore les festivités culturelles. En étudiant les mœurs, c'est toute l'histoire sociale et économique de cette période qui est mise en lumière.

Des lovan-tsofina aux archives écrites

Ces documents sont d'autant plus intéressants qu'ils reflètent le point de vue malgache sur une période qui s'est avérée cruciale pour le pays à cause de sa rencontre avec les

cultures occidentale et chrétienne. Avec l'adoption de l'alphabet latin, les récits du quotidien n'allaient plus être préservés uniquement par les lovan-tsofina (forme de transmission orale des traditions et des coutumes), mais aussi par des écrits. Et ces écrits ne proviendront plus seulement des missionnaires, militaires ou explorateurs étrangers, mais aussi des Malgaches eux-mêmes.

« Les Archives royales de Madagascar décrivent de manière très explicite l'ouverture de Madagascar sur le monde occidental et le contact entre les deux cultures », affirme Sylvie Andriamihamina, directrice des Archives nationales. Et entre deux religions. À partir des années 1820, en effet, le christianisme s'implante sous l'impulsion des missionnaires protestants. Les Malgaches qui, jusque-là, célèbrent le culte des ancêtres, médiateurs

entre les vivants et le dieu unique Zanahary, vont intégrer ce dernier à leurs nouvelles pratiques religieuses, l'assimilant au Dieu de la Bible.

Les archives sont actuellement conservées dans les locaux de la Direction des Archives de la République de Madagascar à Antananarivo. « Elles sont aujourd'hui encore très bien conservées, malgré les divers déménagements, mais nous devons trouver des solutions pour qu'elles puissent être consultées sans endommager les documents originaux. Les correspondances des missionnaires avec le gouvernement central ont pu être numérisées, grâce à un partenariat avec le Centre d'information technique et économique (CITE), d'autres sont disponibles sur le site Internum Aristhot », affirme Sylvie Andriamihamina. Dans un souci de conservation, l'accès aux documents est strictement réglementé. « Des conventions et des accords sont signés avec les départements de recherche auxquels appartiennent les chercheurs qui souhaitent les utiliser. »

L'inscription des Archives royales dans le Registre de la Mémoire du monde de l'UNESCO, en juillet 2009, arrive donc à point nommé. « Grâce à cette inscription, nous pourrions nous-mêmes mieux connaître notre patrimoine et le faire connaître au monde », estime la directrice des Archives nationales.

Lovaso Rabary-Rakotoniravony
et **Isabelle Motchane-Brun,**
L'Express de Madagascar

© Hery Rakotonirazaka/L'Express de Madagascar



Exemple de correspondance diplomatique malgache avant la colonisation française.

Un mur s'écroule, un monde naît



Andreï Kourkov dans son "atelier", un appartement qui sert de lieu de travail à Kiev.

Entretien réalisé à l'occasion du vingtième anniversaire de la chute du mur de Berlin (le 9 novembre 1989), par Katerina Markelova, Courrier de l'UNESCO.

« Un pays en construction représente les mêmes dangers pour sa population qu'un chantier de bâtiment pour des enfants laissés sans surveillance », déclare Andreï Kourkov, écrivain ukrainien de langue russe réputé pour son regard lucide sur la société post-soviétique. Il commente ici les événements de la fin des années 1980 et la révolution orange, mais aussi l'actualité.

Vous étiez jeune quand le Président Mikhaïl Gorbatchev a commencé sa perestroïka. Avez-vous ressenti les limites imposées par le régime soviétique ?

À cette époque et à cet âge, je ne pensais pas aux limites. Il existait tout simplement certaines règles qu'il valait mieux ne pas transgresser. Étudiant, j'écrivais de petites nouvelles teintées d'humour noir que je distribuais à la faculté [Institut pédagogique des langues étrangères de

Kiev]. Ce qui m'a valu une convocation du KGB [Comité pour la Sécurité de l'État]. Une fois, quelqu'un m'avait même confié que parmi mes connaissances écrivait des lettres de délation sur moi. Le mouchardage était très courant et comme une sorte de norme. Néanmoins tout ce qui se passait à l'époque, je ne le définirais pas comme « limites imposées par le régime ».

L'univers de vos romans semble souvent virtuel et nombre de vos personnages sont des animaux. Le pingouin, par exemple. Est-ce que c'est un moyen d'exprimer vos réflexions sur la société sans nommer les choses par leur vrai nom ?

Effectivement, je pense qu'inconsciemment, à l'époque soviétique, j'écrivais ainsi pour qu'on ne puisse pas m'accuser de quoi que ce soit. En revanche, à partir des années 1990, les lieux d'action de mes romans se concrétisent, c'est tantôt Kiev, tantôt l'Ukraine et la Russie, tantôt le Kazakhstan.

Les pingouins se sont imposés à moi, parce qu'ils me rappelaient for-

tement les Soviétiques. Ce sont des animaux qui vivent en groupe. Un individu isolé ne survit pas, il perd le sens de l'orientation. Le groupe, quant à lui, possède une conscience collective. Chaque nouvelle génération marche sur les sentiers de la précédente. Chez ces animaux tout est programmé et ils ne fonctionnent selon ce programme que lorsqu'ils sont ensemble. Si on met un pingouin sur une île déserte, le programme s'arrête.

En 1991 avec l'éclatement de l'Union soviétique et la disparition de l'hégémonie du parti communiste, le programme selon lequel vivait collectivement le peuple soviétique a disparu également. Chaque individu s'est retrouvé seul et désorienté. Il devait s'accommoder à la nouvelle vie, à l'autonomie, comme il pouvait.

Qu'avez-vous pensé de la péestroïka ? Imaginez-vous un tel dénouement ?

J'ai accueilli Gorbatchev avec joie. Il y avait un pressentiment de grands changements. Andropov était mort, Tchernenko aussi, et à leur place avait émergé un jeune Gorbatchev

plein de promesses d'avenir. À peu près à la même époque j'ai pu publier mes premières nouvelles, qui avaient été refusées auparavant. Je me souviens que la science-fiction, par exemple, jusque-là publiée au compte-goutte a commencé à proliférer. Cela signifiait qu'on avait, d'une certaine façon, un peu plus le droit de rêver. Alors tout le monde s'était mis à croire que la vie allait devenir meilleure. Moi aussi.

L'affaiblissement de la mainmise de l'État était manifeste, mais jamais je n'aurais pu imaginer qu'il mènerait à l'éclatement de l'Union soviétique. Puis, quand l'effondrement a débuté, il y a eu d'abord la crise économique – les magasins vides, la dépréciation du rouble – puis la décomposition tout court et la séparation de l'Ukraine de l'URSS. C'est à ce moment-là que j'avais commencé à éprouver des sentiments mitigés. En même temps, je me disais que mettre de l'ordre dans un petit pays serait plus facile que dans un grand. Je ne sais pas pourquoi, mais j'imaginai que l'Ukraine allait vite se mettre sur orbite normale. Mais... cela ne s'est pas fait.

Comment avez-vous réagi à la chute du mur de Berlin?

Dans un premier temps, j'étais ahuri ! J'avais peur que ça finisse mal. Je me souviens, juste avant la chute du mur, la Hongrie avait ouvert sa frontière avec la République démocratique allemande (RDA) et des dizaines de milliers d'Allemands de l'Est s'y étaient engouffrés, pour rejoindre la République fédérale d'Allemagne. C'étaient des moments où l'avenir paraissait instable. Peut-être, inconsciemment, j'avais peur que cela ne déclenche une troisième guerre mondiale. Mais cette appréhension s'est vite dissipée. Nous pouvions suivre régulièrement les événements à la télévision et il était devenu clair que le système politique de la RDA était en train de s'écrouler. Et comme il était beaucoup plus solide que le système soviétique ou polonais, il était évident qu'une époque nouvelle s'approchait.

Comment évolue la société des pays post-soviétiques et, en particulier, la société ukrainienne depuis que le rideau de fer est tombé ?

Dans beaucoup de mes romans je décris comment en 1991, la vie a pris le dessus sur l'homme. Je veux dire par là que les règles de vie, jusque-là universellement admises dans ces sociétés, ayant disparu, l'homme s'est retrouvé ballotté par les vagues du destin. D'un côté, la plupart des retraités nostalgiques de l'Union soviétique, ne voulaient et ne pouvaient pas s'adapter à la nouvelle époque. De l'autre côté, les gens de ma génération se lançaient subitement dans des activités pour lesquelles ils n'étaient pas préparés. La vie poussait les uns vers le petit commerce et les autres vers la criminalité. Par exemple, j'avais un camarade de classe qui était bon élève et qui voulait devenir chimiste. D'un seul coup, il s'est retrouvé courtier de banque. Il travaillait avec de l'argent de provenance obscure et ça lui a valu cinq ans de prison. C'est différent pour la nouvelle génération, née après 1985. Les jeunes ont une autre mentalité puisqu'ils n'ont pas connu la souffrance de la rupture politique et sociale.

Tout cela pour dire qu'un pays en construction représente les mêmes dangers pour sa population qu'un chantier de bâtiment pour des enfants laissés sans surveillance. Les gens tombent, se cognent, se meurtrissent constamment, détruisent leur destin.

Par ailleurs, il y a eu une légitimation de l'immoralité dans la politique. En d'autres termes : si tu acceptes d'être malhonnête, corrompu, etc., deviens député. La politique a été réduite à une sale affaire dans beaucoup de pays. On peut dire que les gens vont faire de la politique pour s'enrichir et non pas pour construire l'État. C'est la raison pour laquelle l'État demeure comme inachevé. Cet « inachèvement » de l'État est ressenti encore aujourd'hui en Ukraine, bien qu'avec moins de violence. Le temps du partage du pouvoir entre

gangsters est révolu : les truands intelligents se tournent vers la criminalité économique.

Qu'avez-vous fait au moment de la révolution orange, qui a débuté en Ukraine en novembre 2004?

Je m'y suis engagé activement : j'avais passé trois semaines à Maïdan [place centrale de Kiev], donnant des interviews qui passaient en direct en Espagne, au Canada, en Allemagne et en Angleterre. Avec mes amis écrivains, nous avons organisé des débats ouverts dans la librairie Nautchnaïa mysl [La pensée scientifique] au centre ville, où étaient venus se réchauffer les partisans de Ianoukovitch comme ceux de Louchtchenko. Je ne regrette pas de l'avoir fait. En tout cas, ce qu'on a aujourd'hui est mieux que ce qu'on avait avant la révolution orange, d'un point de vue politique et moral. Même si presque tous les acteurs de la révolution sont désenchantés, car ils s'attendaient à mieux.

Quels sont les atouts de la démocratie dans les pays post-soviétiques et quelles sont ses faiblesses ?

L'existence d'un pluralisme politique est révélatrice d'une démocratie. Mais notre démocratie est plus symbolique que réelle, parce que derrière les partis politiques, on ne voit aucun programme idéologique. Ces partis ne sont rien d'autre que des groupes de représentants du secteur économique réunis autour d'intérêts communs, qui se baptisent libéraux ou autres. Parfois, j'ai l'impression qu'en Ukraine il y a malgré tout plus de démocratie qu'en Russie. Mais d'un autre côté, quand dans un pays les lois ne sont pas appliquées, quand il manque de nombreux règlements que personne ne s'empresse d'instaurer, on a des raisons de douter de la validité de son régime démocratique. Cela dit, le fait est que nous avons une certaine liberté de la presse et que la population peut, si elle veut, s'investir dans toutes les actions politiques. C'est déjà un grand progrès.

LA TERRE VUE DE PRÈS

En 2000, l'UNESCO a parrainé le projet de Yann Arthus-Bertrand « La Terre vue du ciel », qui passe en revue les plus beaux paysages du monde. Ce projet a connu un énorme succès : l'exposition itinérante a été vue par 130 millions de personnes et le livre a été vendu à plus de 3 millions d'exemplaires, en 21 langues. Or, cette expérience n'a pas eu de suite. L'Organisation et le photographe vont-ils se lancer dans de nouveaux projets communs en faveur de la planète ?

© Yann Arthus-Bertrand/La Terre vue du ciel



Source chaude du Grand Prismatic, parc national de Yellowstone, États-Unis.

Propos recueillis par Linda Tinio (Bureau de la planification stratégique de l'UNESCO).

« Aujourd'hui nous avons tous le devoir de préserver la planète », dit Yann Arthus-Bertrand, artiste et écologiste français. « La population humaine ne cesse d'augmenter et la biodiversité de diminuer. Nous sommes en train de casser l'équilibre de la planète. Nous avons domestiqué la Terre. La Terre est à notre service. Les animaux sont à notre service. On dirait que nous n'avons pas encore pris conscience que nous avons besoin des animaux pour vivre, que les animaux font partie de notre vie, car ils sont nos cousins et que nous devons les respecter. »

Comment cet homme réconcilie-t-il l'art et l'action ? Une photo peut-elle être politique ? Il répond, sourire aux lèvres : « Est-ce que l'art peut changer les choses ? Bien sûr, bien sûr ! Sinon je ne ferais pas ce métier. D'abord, qu'est-ce que l'art ? Est-ce que je suis artiste, ou plutôt journaliste ? Je raconte, par la photo, ce que disent les scientifiques. Je ne suis pas devenu écologiste par hasard. Cela s'est construit petit à petit, au fil du temps, en travaillant. Et aujourd'hui je

suis un activiste qui fait de son mieux pour convaincre. Je fais ce que je sais faire, c'est-à-dire de belles images, en y prenant plaisir. Mais la belle image en soi ne m'intéresse pas. Il faut qu'elle fasse réfléchir. J'essaie de donner du sens à mon travail ».

D'aucuns prônent des approches axées sur l'environnement pour résoudre la crise financière et économique actuelle, ce qui conduit certains pays à s'orienter vers une économie verte. Quelles leçons peut-on tirer de la crise ? « À l'heure actuelle, il est évident que dans les pays riches, il faut apprendre à vivre mieux avec moins, à moins gâcher, à moins jeter, à manger moins de viande, à dépenser moins de pétrole. On peut vivre mieux avec moins, n'en déplaise à ceux qui considèrent cela comme une régression. »

Compenser ? Mais encore...

À l'occasion de la Conférence mondiale de Copenhague, le Courrier consacre son numéro de décembre 2009 / janvier 2010 au changement climatique.

Les débats autour de la taxe carbone ont fait couler beaucoup d'encre. « Quand on écoute les débats sur la taxe carbone, on a l'impression qu'on impose quelque chose aux gens. Mais au contraire, on devrait être fier de payer la taxe carbone. On devrait se dire : moi aussi je participe. Dans ma vie quotidienne, quand je prends ma voiture, je produis du CO₂, mais au moins je paie une taxe qui aidera à combattre le changement climatique. J'avoue que je dépense moi-même de l'énergie. Mais j'essaie de compenser par mon travail de sensibilisation du public. En décembre prochain, les participants à la Conférence mondiale sur le changement climatique de Copenhague, viendront tous en avion. C'est un peu ridicule, non ? Mais il faut espérer que cette grande réunion donnera des résultats qui compenseront les émissions de carbone. »

La compensation, suffit-elle pour résoudre les problèmes ? « Ce n'est pas le fait de compenser qui est important, c'est de se rendre compte de ce qu'on dépense. Quand vous com-

© Yann Arthus-Bertrand/La Terre vue du ciel



Puits à Fatehpur Sikri, Uttar Pradesh, Inde.

prenez qu'en faisant un aller-retour Paris – New York, vous dépensez autant d'énergie qu'en dépendent deux Français dans l'année, vous vous dites qu'il y a quelque chose qui ne va pas ! Je crois beaucoup à la conscience individuelle. Ce ne sont pas les hommes politiques qui ont le pouvoir de convaincre. Même dans les démocraties, si une opinion publique forte ne se forge pas, cela ne marche pas. On ne peut rien imposer par la force. Il faut convaincre les gens – les plus riches, comme les plus pauvres – qu'ils doivent changer de mode de vie. L'ONU devrait lancer une campagne de sensibilisation non pas auprès des hommes politiques, mais auprès des citoyens du monde. »

Venez travailler avec moi !

En septembre 2008, Arthus-Bertrand a déclaré « Il est trop tard pour être pessimiste ». Que voulait-il dire par là ? « Quand vous vous intéressez au monde et que vous lisez des rapports de plus en plus pessimistes tous les jours sur l'état du monde, vous ne pouvez pas ne pas vous rendre compte qu'il y a, d'une part, ceux qui s'inquiètent, et d'autre part, ceux qui essaient de changer les choses. Personnellement, j'ai plutôt envie de me ranger du côté des gens qui se battent et qui y croient. Donc il est trop tard pour être pessimiste. Les indicateurs sont plutôt mauvais, certes, mais il faut avancer.»

En 2000, l'UNESCO a parrainé le projet d' Arthus-Bertrand « La Terre vue du ciel », qui passe en revue les plus beaux paysages du monde. Ce projet a connu un énorme suc-



Ébène rose sur la montagne de Kaw, Guyane.

© Yann Arthus-Bertrand/La Terre vue du ciel

cès : l'exposition itinérante a été vue par 130 millions de personnes, et le livre a été vendu à plus de 3 millions d'exemplaires, en 21 langues. Or, cette expérience n'a pas eu de suite. Une collaboration prometteuse qui mérite d'être ressuscitée ? YannArthus-Bertrand est partant pour de nouvelles aventures avec l'UNESCO.

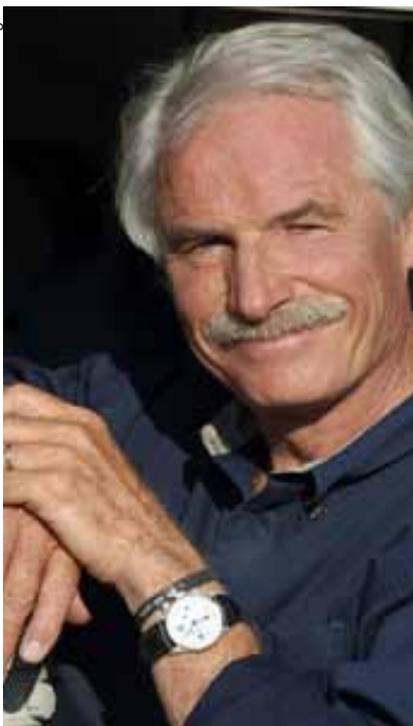
Et le photographe de lancer un appel à l'ONU également, au sujet de son dernier projet, *Six milliards d'autres*. « C'est vraiment un sujet qui devrait intéresser

les organisations internationales », dit-il. En effet, il s'agit d'une exposition de plus de 6 000 témoignages vidéo d'hommes et de femmes du monde entier qui parlent dans leur langue maternelle de questions qui touchent l'humanité. Débutée en 2003, elle a été présentée au Grand Palais à Paris en janvier et février 2009.

Son dernier mot : « Venez travailler avec moi. Montons un grand projet. Ensemble, nous pouvons faire des choses formidables ! ». Une occasion à ne pas manquer.

YANN ARTHUS-BERTRAND : QUELQUES PROJETS

© Erwan Sourget



Né en 1946, Yann Arthus-Bertrand est le fondateur, en 1991, de l'agence de photographie aérienne Altitude. En 2005, il crée GoodPlanet, fondation destinée à sensibiliser et éduquer le public à l'environnement. Elle comporte six programmes : Six milliards d'Autres, Action Carbone, Les posters Goodplanet, Goodplanet Junior, Goodplanet Info et Goodplanet Conso. En avril 2009, il a été nommé Ambassadeur de bonne volonté par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE). Son émission Vu du Ciel, une série documentaire consacrée à la planète, est diffusée dans 34 pays. Son film Home, qui a été projeté dans 126 pays à l'occasion de la Journée mondiale de l'environnement (5 juin 2009), illustre l'état de notre planète et les défis à relever pour la protéger.



United Nations
Educational, Scientific and
Cultural Organization

Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

Organización
de las Naciones Unidas
para la Educación,
la Ciencia y la Cultura

Организация
Объединенных Наций по
вопросам образования,
науки и культуры

منظمة الأمم المتحدة
للتربية والعلم والثقافة

联合国教育、
科学及文化组织

Le Courrier de l'UNESCO est publié
par l'Organisation des Nations Unies
pour l'éducation, la science et la culture.
7, place de Fontenoy
75352 Paris 07 SP, France

Renseignements et droits de reproduction
f.ryan@unesco.org

Directeur de la publication
Saturnino Muñoz Gómez

Rédactrice en chef
Jasmina Šopova - j.sopova@unesco.org

Assistance éditoriale
Katerina Markelova - k.markelova@unesco.org

Rédacteurs

Anglais
Cathy Nolan - c.nolan@unesco.org

Arabe
Bassam Mansour - b.mansour@unesco.org
assisté par Zaina Dufour - z.dufour@unesco.org

Chinois
Weiny Cauhape - w.cauhape@unesco.org

Espagnol
Francisco Vicente-Sandoval - l.iglesias@unesco.org

Portugais
Ana Lúcia Guimarães et Nelson Souza Aguiar
a.guimaraes@unesco.org

Russe
Victoria Kalinin - v.kalinin@unesco.org

Photos et mise en page web
Fiona Ryan - f.ryan@unesco.org

Maquette et mise en PDF
Gilbert Franchi

Plateforme web
Stephen Roberts, Fabienne Kouadio,
Chakir Piro s.roberts@unesco.org

Les articles et photos sans copyright peuvent être
reproduits à condition d'être accompagnés du nom de
l'auteur et de la mention "Reproduit du Courrier
de l'UNESCO", en précisant la date.

Les articles expriment l'opinion de leurs auteurs
et pas nécessairement celle de l'UNESCO.

Les frontières sur les cartes n'impliquent pas la recon-
naissance officielle par l'UNESCO ou les Nations Unies,
de même que les dénominations de pays
ou de territoires mentionnés.